

● (1040)

Je voudrais citer l'étude préparée par Roy Culpeper pour l'Institut Nord-Sud qui s'intitule *The Debt Matrix* et dans laquelle il se penche sur le cas de certains débiteurs à faible revenu du Sahel. En 1985, le PNB par habitant du Bénin était de 260 \$ US et sa dette extérieure totalisait 890 millions de dollars US. Le ratio dette/exportations de biens et services était de 321,6 p. 100 en 1986. La Gambie avait un PNB par habitant de 230 \$ US. Elle affiche une dette de 270 millions de dollars US et un ratio dette/exportations de 290,5 p. 100. Le Libéria a un PNB par habitant de 470 \$ US, sa dette s'élève à 1 303 millions de dollars US et son ratio dette/exportations s'établit à 280,8 p. 100. Pour Madagascar, le PNB par habitant s'élève à 240 \$ US, la dette à 2 899 millions de dollars US et le ratio dette/exportations à 708,4 p. 100. Le PNB de la Mauritanie est de 420 \$ US par habitant, sa dette de 1 761 millions de dollars US et elle affiche un ratio dette/exportations de 387,1 p. 100. Dans le cas du Sénégal, le PNB par habitant est de 370 \$ US, la dette de 2 989 millions de dollars US et le ratio dette/exportations de 302,2 p. 100. Le Soudan a un PNB par habitant de 300 \$ US et doit 8 272 millions de dollars US. Son ratio dette/exportations atteint le niveau effarant de 1 145,7 p. 100. La Tanzanie, dont le PNB par habitant n'est que de 290 \$ US doit 3 955 millions de dollars US et affiche un ratio dette/exportations de 864,4 p. 100.

La dette du Zaïre, qui a un PNB très bas de seulement 170 \$ US par tête d'habitant, s'élève à 5 430 millions de dollars. Il a un ratio dette/exportations de 266,8 p. 100. La Zambie a un PNB par tête d'habitant de 390 \$ US et une dette de 5 300 millions de dollars. Son ratio dette/exportations est de 326,1 p. 100.

Lorsqu'on examine ces chiffres et qu'on ne les considère pas comme d'arides statistiques mais qu'on songe qu'il existe vraiment des pays avec un produit national brut par tête d'habitant de 200 \$, 300 \$ et 400 \$ ayant contracté des dettes énormes, on peut se demander comment ils pourront jamais en payer les intérêts sans parler de les rembourser. Culpeper fait remarquer que pour l'ensemble des pays en voie de développement le ratio dette/exportations est passé de 169 p. 100 en 1982 à 227 p. 100 en 1986. La Zambie donne un tragique exemple de ce que cela signifie pour un pays en voie de développement en particulier.

Jè voudrais me reporter à l'étude de Roger Young intitulée *Zambia Adjusting to Poverty*. Il indique que l'encours de la dette à court et à long terme est maintenant quatre fois supérieur au montant estimatif du produit intérieur brut à la fin de 1986. Pour 1987, le service de la dette représentait près de 100 p. 100 de la valeur estimative des exportations. Si on ajoute les arriérés, il en représentait 150 p. 100 et, en 1986, l'intérêt à payer s'élevait à 336 millions de dollars américains, soit 35 p. 100 de la valeur des exportations.

A l'heure actuelle, la Zambie est en retard dans ses paiements au FMI et à la Banque mondiale et n'est pas admissible aux fonds généraux du FMI. Par suite de cette situation catastrophique, le produit intérieur brut par habitant a chuté de 19 p. 100 depuis 1981, soit de 3 p. 100 par an pendant les six dernières années. Cela a entraîné une détérioration radicale de l'infrastructure sociale dans les domaines de la santé, de l'éducation et du logement. Parce que le prix de ces services a

Accords de Bretton Woods—Loi

monté, ils sont devenus de plus en plus inaccessibles à la population. Pour obtenir de l'aide du FMI, les pays doivent rajuster leur économie pour satisfaire aux conditions du Fonds. Ces conditions sont imposées au tiers monde d'après un modèle monétariste occidental.

Elles comprennent en général les éléments suivants: une dévaluation de la monnaie nationale destinée à réduire le pouvoir d'achat des gens et des compressions dans les services gouvernementaux. Cela entraîne des coupures dans les services de santé et d'éducation, la mise à pied de fonctionnaires, qui aggrave un chômage atteignant déjà les 40 p. 100 dans certains pays, et la hausse du prix des aliments, qui frappe durement les pauvres. L'élimination des subventions aux entreprises étatisées ouvre l'économie locale aux investissements et au contrôle étrangers. Néanmoins, au cours des dernières semaines, malgré ces difficultés considérables, au moins 28 pays africains ont adopté des mesures de ce genre.

Comme je l'ai dit, elles frappent très durement les pauvres et provoquent beaucoup d'agitation dans la société. La situation en Zambie illustre bien ce qui se passe dans ces cas. Pour bénéficier de l'aide internationale, ce pays a dû majorer de 125 p. 100 le prix de la farine de maïs, qui forme la base de l'alimentation des pauvres. Cette hausse a provoqué des émeutes qui ont fait 17 morts. Le président Kenneth Kaunda a été contraint d'annuler la hausse des prix et a interrompu le programme du FMI. Comme je l'ai déjà dit, la Zambie n'est pas admissible aux crédits ordinaires du FMI.

Ce qu'il y a lieu de relever c'est que lorsque le Sénat du Canada a étudié les institutions financières internationales et l'endettement des pays en voie de développement, M. Cedric Ritchie, président du conseil d'administration de la Banque de Nouvelle-Écosse, a dit au comité que l'application continue des mesures d'austérité avait entraîné des coûts sociaux et politiques qui paraissent insupportables, dans certains pays du moins. M. William Mulholland, président du conseil d'administration de la Banque de Montréal, a dit les choses encore plus carrément. Si nous pensons, a-t-il dit, que nous pouvons convaincre les pays débiteurs qu'ils ont intérêt à manger moins pour effectuer des remboursements peu élevés, nous ferions mieux d'y réfléchir à deux fois. Voilà donc les présidents de deux grandes banques canadiennes, elles-mêmes lourdement mises en cause dans ce problème de l'endettement, qui reconnaissent qu'on n'obtiendra rien en cherchant simplement à serrer la vis aux pauvres.

Un rapport de l'Organisation internationale du travail signale que ces mesures ne donnent rien dans beaucoup de pays pauvres très peu industrialisés où le chômage et la malnutrition atteignent déjà un taux très élevé. Ces programmes ont peut-être réduit les déficits des balances de paiement, mais ils n'ont pas entraîné la reprise économique. C'est pour cette raison que l'Afrique est aujourd'hui dans une situation aussi difficile.

● (1050)

Les démocraties libérales occidentales ont souvent vivement critiqué les performances de beaucoup de pays africains en matière de droits de la personne. Nous avons de bonnes raisons de nous en préoccuper, mais il faut savoir reconnaître également que nous en sommes pour une bonne part responsables.